

Renforcer l'avenir :

L'alimentation
scolaire basée
sur la production
locale pour le
développement
du capital humain
et la croissance
économique dans
l'espace CEDEAO









“Investir dans l'alimentation scolaire basée sur la production locale pour renforcer le capital humain, l'autonomisation économique des femmes et contribuer au développement économique.”





Sommaire

	Messages clés	4
	Conférence Technique Régionale de la CEDEAO sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale - 2023	7
	Echelle, tendances et données probantes sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale	8
	Les meilleures pratiques des pays dans l'espace CEDEAO	16
	Priorités et plans d'actions émergents	19
	Appel à l'action à l'échelle de la CEDEAO	20

Messages clés



- Les programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL) ont le potentiel d'améliorer de manière significative le capital humain, d'autonomiser les femmes, d'améliorer la nutrition et de contribuer au développement économique dans les États membres de la CEDEAO.
- Malgré les défis posés par la pandémie de COVID-19, les pays de la CEDEAO ont démontré leur engagement envers les programmes HGSF avec 22,4 millions d'enfants recevant des repas scolaires - le chiffre le plus élevé en Afrique, où 65,9 millions d'enfants bénéficient de tels programmes. L'analyse régionale révèle que 38 pour cent des enfants inscrits à l'école primaire ont reçu des repas scolaires en 2022.
- L'engagement se manifeste par des investissements substantiels et la création de politiques d'alimentation scolaire, l'investissement régional dans les repas scolaires passant de 450 millions d'USD à 543 millions d'USD entre 2020 et 2022, un pourcentage impressionnant de 84 % provenant de fonds nationaux.
- La mise en œuvre des modèles ASPL soutient l'égalité des sexes en renforçant l'autonomie des femmes par le biais de l'agriculture, des coopératives, de l'emploi direct et du renforcement des capacités, en tirant parti de leur rôle prépondérant dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation.
- ASPL encourage la consommation d'aliments cultivés localement, respectueux du climat, y compris les variétés indigènes, contribuant ainsi à l'amélioration des systèmes alimentaires et à la croissance économique locale.
- Dans les contextes post-conflit et de transition, les repas scolaires et, dans une large mesure les programmes d'ASPL jouent un rôle essentiel dans la restauration des systèmes éducatifs, le retour des déplacés internes et des réfugiés, et constituent un filet de sécurité pour les services de santé scolaire (vermifuge, prévention et traitement des maladies tropicales négligées, assainissement de l'eau et hygiène, par exemple) et de nutrition.
- Une conférence technique régionale de la CEDEAO sur l'alimentation scolaire locale, qui s'est tenue en octobre 2023, a identifié plusieurs priorités communes, notamment la garantie d'un financement gouvernemental à long terme, la modernisation des systèmes de collecte de données, l'autonomisation des femmes rurales, la garantie de l'accès à des aliments nutritifs et la promotion d'une collaboration à l'échelle de la CEDEAO.
- L'engagement à documenter les meilleures pratiques, à combler les lacunes en matière de preuves, à garantir un financement durable et à soutenir les objectifs de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire témoigne d'un effort commun pour faire progresser les initiatives en matière d'ASPL.
- La Coalition pour l'Alimentation Scolaire peut s'honorer d'une liste impressionnante de 90 pays et 101 partenaires, dont 12 des 15 États membres de la CEDEAO.



- La réunion ministérielle de la CEDEAO prévue en 2024 vise à renforcer les engagements des États membres en matière de programme d'ASPL et à établir un cadre politique clair pour la région.



**Conférence Technique Régionale de la CEDEAO
sur l'alimentation scolaire
basée sur la production locale - 2023**



La conférence technique régionale de la CEDEAO sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale, intitulée "Investir dans l'alimentation scolaire locale pour renforcer le capital humain, l'autonomisation économique des femmes et contribuer au développement économique", a servi de point de ralliement à plus de 70 experts techniques et responsables gouvernementaux.

Organisé les 3 et 4 octobre 2023 dans la capitale sénégalaise, Dakar, cet événement a réuni des représentants de 14 États membres de la CEDEAO, dont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Nigeria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo.

Les délégués techniques des pays représentaient les secteurs de l'éducation, de l'agriculture, du genre et de la protection sociale, ainsi que des partenaires privilégiés de la CEDEAO, de la société civile, des institutions de recherche, des institutions financières internationales (IFI), des donateurs et des agences des Nations unies.

Cet événement, parrainé par le Programme alimentaire mondial et la Banque mondiale était placé sous le patronage de la CEDEAO et hautement représenté par le Professeur Fatou Sow Sarr, Commissaire de la CEDEAO en charge du Développement Humain et des Affaires Sociales.

La conférence visait à partager les connaissances et les meilleures pratiques liées à l'alimentation scolaire basée sur la production locale et à son impact prometteur sur le développement du capital humain, la croissance économique, le renforcement du système alimentaire et l'autonomisation des femmes, outre le point sur les recherches et les preuves récentes.

Elle a permis d'évaluer les progrès accomplis en termes de soutien aux politiques favorables au programme d'ASPL, d'identifier les défis, d'élaborer les plans d'action liés à la mise à l'échelle et d'assurer un soutien ministériel aux programmes d'alimentation scolaire nationaux.

L'événement a mis en évidence l'engagement inébranlable des États membres de la CEDEAO en faveur de l'ASPL tout en soulignant l'impératif de surmonter les défis qui entravent son adoption à grande échelle. En outre, il a mis l'accent sur la nécessité urgente d'étendre les programmes d'alimentation scolaire, compte tenu des nombreuses preuves de leurs multiples avantages, et de passer progressivement à des achats plus localisés et à des approches d'ASPL. De telles stratégies offrent une série d'avantages, y compris, la promotion de la croissance économique locale et de la durabilité.

Dans son allocution d'ouverture, l'Honorable Commissaire Fatou Sow Sarr a souligné à juste titre que la promotion de l'approche de l'ASPL est étroitement liée à la Vision 2050 de la CEDEAO qui attache une importance primordiale à l'inclusion sociale « CEDEAO des peuples : Paix et prospérité pour tous ». La vision, dans son pilier 5, place les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes vulnérables de la région de la CEDEAO au cœur du développement et du processus d'intégration.



Echelle, tendances et données probantes sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale



Faits et chiffres clés

Selon le rapport du PAM sur l'état de l'alimentation scolaire dans le monde, la région de la CEDEAO compte 22,4 millions d'enfants recevant des repas à l'école, soit le chiffre le plus élevé d'Afrique, où 65,9 millions d'enfants bénéficient de tels programmes.

Figure 1 : Enfants recevant des repas scolaires dans l'espace CEDEAO

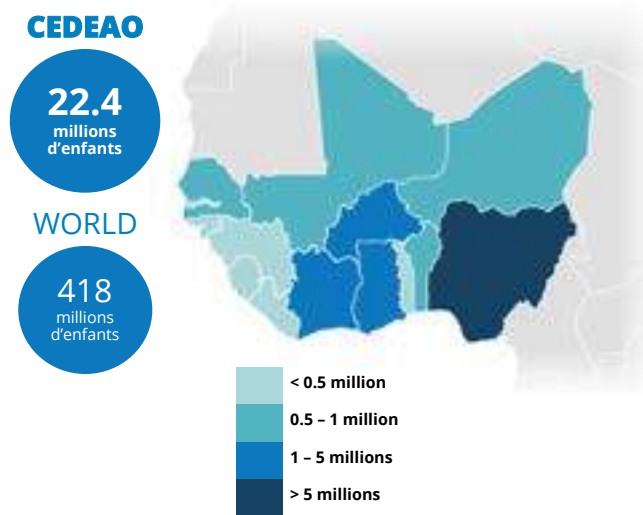


Figure 2 : Enfants recevant des repas scolaires en Afrique

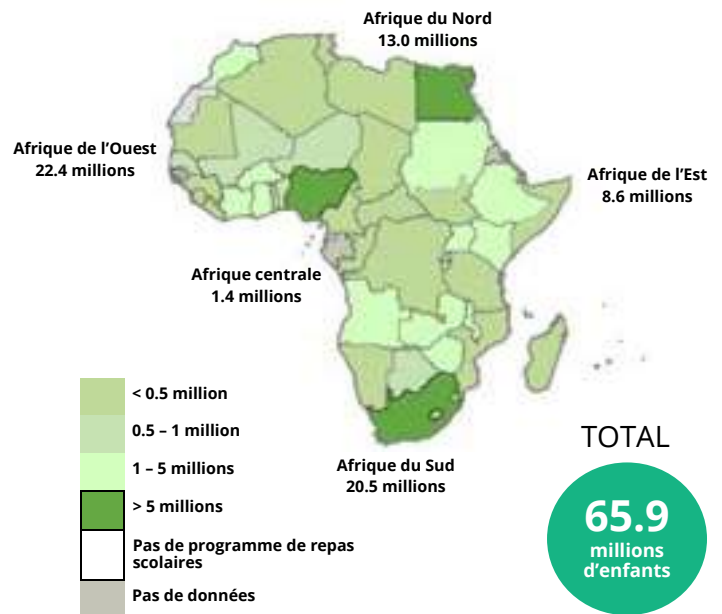
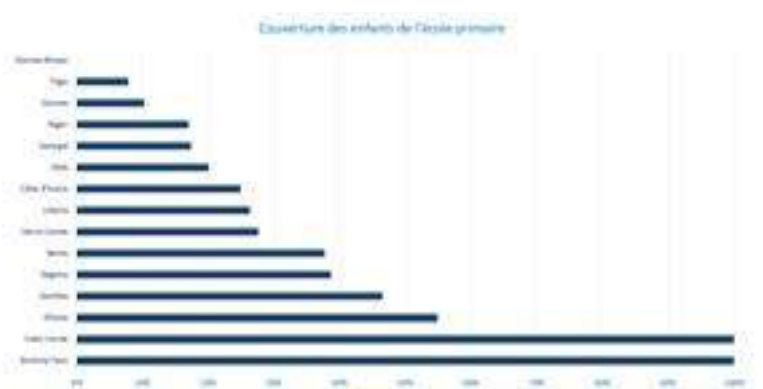


Figure 3 : Enfants recevant des repas scolaires dans l'espace CEDEAO entre 2020 et 2022 (par pays)

Pays	Nombre d'enfants bénéficiant des cantines scolaires 2020	Nombre d'enfants bénéficiant des cantines scolaires 2022	Différence entre les 2 années
Nigeria	9,830	9,887	57
Burkina Faso	3,664	3,690	274
Ghana	3,700	3,448	-1,748
Côte d'Ivoire	976	1,024	48
Sierra Leone	836	486	-350
Senegal	588	588	-
Mali	515	581	66
Benin	460	835	375
Guinée	375	219	-156
Liberia	287	278	-9
Niger	193	613	419
Guinée-Bissau	178	225	47
Gambie	165	261	96
Togo	91	133	42
Cap-Vert	3	85	82

Figure 4 : Couverture des programmes de repas scolaires dans l'espace CEDEAO (par pays)

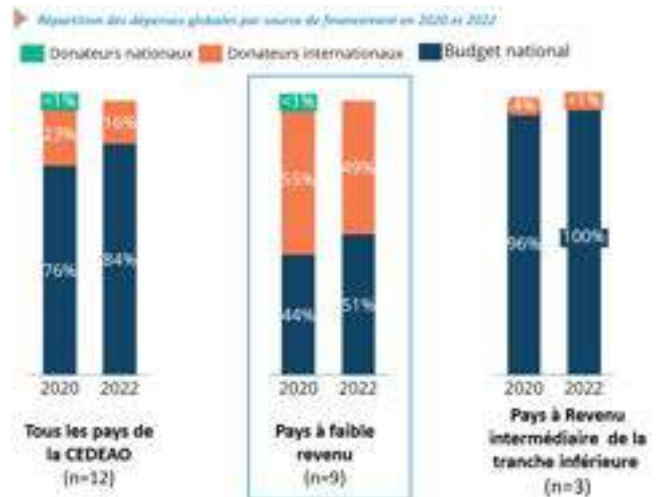
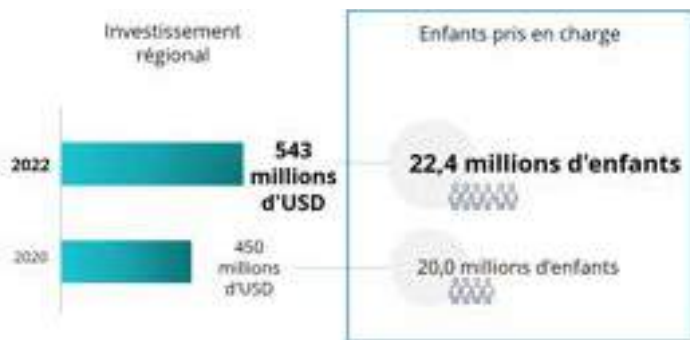


Note: Les données sur les inscriptions en Guinée Bissau ne sont pas disponibles pour calculer la couverture

Malgré les défis posés par la pandémie de COVID-19, l'investissement régional de la CEDEAO dans les repas scolaires a augmenté de 450 millions USD à 543 millions USD entre 2020 et 2022, avec un pourcentage impressionnant de 84% provenant de fonds nationaux. Même les pays à faible revenu ont augmenté leur financement domestique pour les repas scolaires de 7% au cours de cette période, dépensant 89 millions USD pour les repas scolaires. Des partenaires internationaux ont également aidé des pays à développer leur programme d'alimentation scolaire, comme la Banque mondiale, qui s'est engagée depuis 2008 à investir plus de 221 millions USD dans 70 projets dans 35 pays, touchant plus de 16 millions d'enfants.

Figure 5 : Investissement des pays membres de la CEDEAO dans l'alimentation scolaire

Figure 6 : Investissement par catégorie de revenu dans l'espace CEDEAO



Les pays à faible revenu ont augmenté leurs investissements de 7 % malgré la crise budgétaire.

Les programmes de repas scolaires ont généré plus de 200 000 emplois directs dans les pays de la CEDEAO, principalement au bénéfice des femmes.

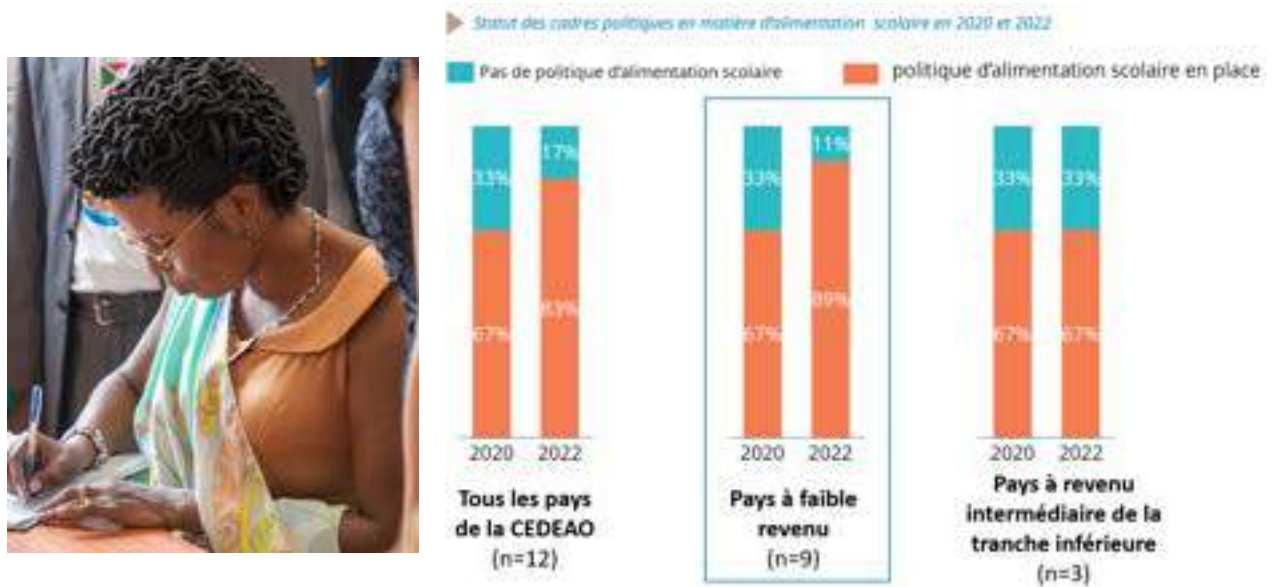
Figure 7 : Emplois créés grâce aux programmes de repas scolaires dans l'espace CEDEAO

► Emplois créés pour 100 000 enfants recevant des repas scolaires



En outre, 83% des pays de la CEDEAO ont mis en place une politique d'alimentation scolaire, institutionnalisant les repas scolaires et soulignant un engagement fort en faveur des programmes de repas scolaires.

Figure 8 : Existence d'une politique d'alimentation scolaire dans l'espace CEDEAO (par catégorie de revenu)



Preuve de notre impact collectif, les pays proposent de plus en plus d'activités de santé scolaire complémentaires (telles que l'assainissement de l'eau et l'hygiène, le déparasitage, le traitement et la prévention des maladies tropicales négligées, etc.) parallèlement aux programmes d'alimentation scolaire, renforçant ainsi leur efficacité.

Figure 9 : Pourcentage de pays menant des activités complémentaires aux programmes d'alimentation scolaire dans l'espace CEDEAO



Preuves

L'investissement dans les programmes d'ASPL présente de nombreux avantages, notamment le renforcement du capital humain, l'amélioration des résultats en matière de santé, de nutrition et d'éducation, le soutien à l'égalité des sexes, la stimulation de l'agriculture locale, l'autonomisation des femmes, la réduction de la dépendance à l'égard des marchés internationaux instables et l'aide à la reprise après un conflit ou une situation post-confliktuelle.

- Une étude de 2019 a montré que l'alimentation scolaire améliorait les résultats des tests de 18 % pour la lecture et de 9 % pour les mathématiques.
- La pandémie de COVID-19 a perturbé l'éducation et les perspectives de vie des filles, soulignant l'importance des repas scolaires.
- Les programmes d'ASPL permettent aux femmes de s'émanciper grâce à l'agriculture, aux coopératives, à l'emploi direct et au renforcement des capacités.
- En Afrique de l'Ouest, on estime que 52 %¹ de la main-d'œuvre agricole, 90 % de la main-d'œuvre chargée de la commercialisation des produits agricoles et 70 % des producteurs de cultures vivrières sont des femmes². L'alimentation scolaire offre donc une opportunité de transformation pour l'autonomisation des femmes.
- En consommant des aliments cultivés localement et respectueux du climat, tels que des variétés indigènes, les programmes d'ASPL favorisent l'amélioration des systèmes alimentaires.

Figure 10 : Stades de développement sensibles à l'intervention au cours des 8 000 premiers jours de la vie

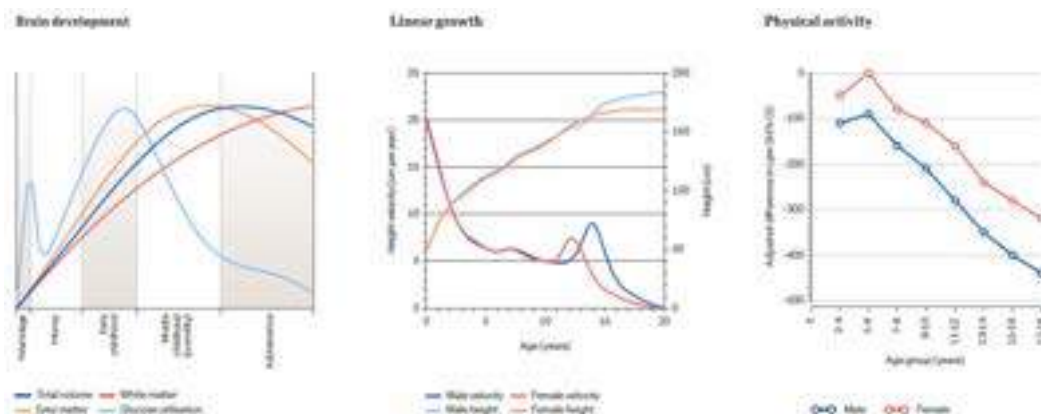


Figure 11 : Cycle de vie du capital humain

L'importance de promouvoir la santé, le bien-être et l'éducation tout au long des 8 000 premiers jours de la vie



1. [Women and Agriculture: The Untapped Opportunity in the Wave of Transformation.pdf](#) (afdb.org) / Les femmes et l'agriculture : Une opportunité inexploitée dans la vague de transformation

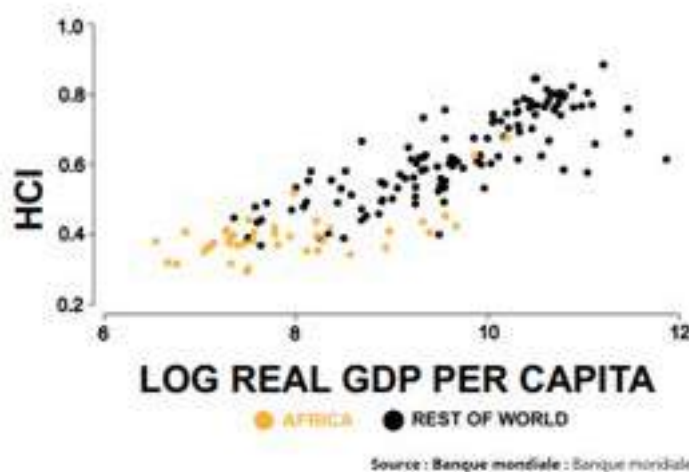
2. [Le rôle des femmes dans l'agriculture](#) (fao.org)

Figure 12 : Contribution du capital humain à la richesse nationale

Indice du capital humain (ICH)

- Le capital humain est défini **comme la somme de la santé, des compétences, des connaissances, de l'expérience et des habitudes d'une population** et vise à quantifier l'ampleur du capital humain dans tous les pays.
- Le capital humain est la composante la plus importante de la richesse mondiale, mais sa contribution à la richesse dans les pays riches (70 %) dépasse de loin celle des pays pauvres (41 %).

L'indice du capital humain est le plus bas d'Afrique



Les récentes recommandations politiques visant à promouvoir des repas scolaires respectueux de la planète mettent en évidence les avantages potentiels de l'intégration d'approches spécifiques au contexte et respectueuses de la planète dans les programmes d'alimentation scolaire. Ces recommandations soulignent l'importance de donner la priorité aux aliments locaux, nutritifs et respectueux du climat, de mettre en œuvre des outils de planification des menus tels que le School Menu Planner PLUS, d'adopter des technologies de cuisson modernes et économes en énergie, de minimiser le gaspillage alimentaire grâce à des pratiques de stockage et de conservation efficaces, d'intégrer des objectifs climatiques dans les politiques d'alimentation scolaire et les règles d'approvisionnement, et de promouvoir des pratiques durables telles que l'agroécologie. En outre, ils soulignent l'importance de mettre les agriculteurs qui approvisionnent les écoles en produits locaux en contact avec des technologies et des ressources intelligentes sur le plan climatique. Ces mesures reconnaissent que les solutions doivent être adaptées aux besoins et aux capacités spécifiques des différents pays, en particulier ceux dont les ressources sont limitées, afin de minimiser l'impact environnemental de la préparation des repas et de promouvoir une production alimentaire durable.

Le livre blanc/La vision

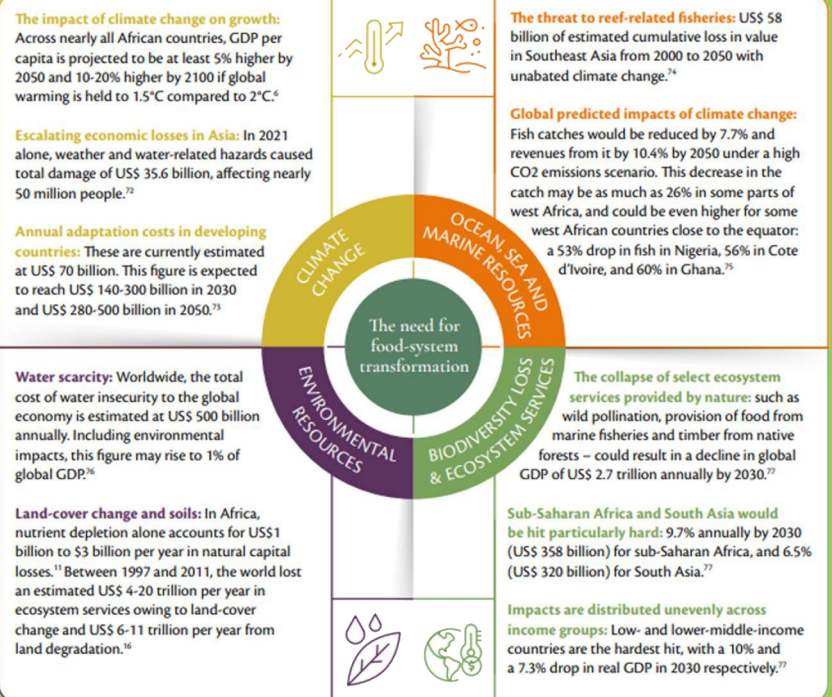
Le Consortium de Recherche de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire élaborera un **document d'orientation politique fondé sur des données probantes** à l'intention des décideurs politiques des 90 États membres qui sera présenté à la **COP28**.

Ce document vise à soutenir l'élaboration d'engagements nationaux solides en faveur de **repas scolaires sains et respectueux de la planète**, issus d'une agriculture régénératrice, pour tous les enfants en âge d'être scolarisés.






Les systèmes alimentaires sont importants

- Les systèmes alimentaires sont à l'origine de l'épuisement et de la pollution des ressources naturelles, de la perte d'habitat et de biodiversité, de la déforestation, de l'acidification des océans et du changement climatique.
- Les systèmes alimentaires contribuent à un tiers de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine humaine.
- La production alimentaire représente 70 % de l'utilisation de l'eau douce et constitue le principal facteur de perte de biodiversité.
- Les pays du Sud subiront plus tôt et plus intensément le poids de ces conséquences.



Bien qu'il existe de nombreuses preuves de l'impact positif de tous les modèles d'alimentation scolaire, y compris les approches locales, sur l'éducation et le bien-être des enfants et des adolescents, il y a encore des lacunes sur la façon dont le modèle d'ASPL apporte des avantages supplémentaires en plus des programmes réguliers. Il existe des preuves préliminaires et des recherches croissantes sur l'impact sur les revenus des petits exploitants, certaines montrant des résultats prometteurs (exemple du nord du Nigéria). Mais il reste encore beaucoup à faire et, ensemble, nous nous engageons à améliorer ce programme de recherche.

Il existe encore d'importantes lacunes en matière de...

-  Impact à long terme
-  Rapport coût-efficacité
-  Variabilité selon le contexte



Les meilleures pratiques des pays dans l'espace CEDEAO



Financement



Le parcours du **Bénin** dans l'amélioration des programmes d'alimentation scolaire est un exemple remarquable de transformation. Avant 2016, le système d'alimentation scolaire en était à ses balbutiements, les cantines ne fonctionnant que trois mois par an. Cependant, grâce à des réformes gouvernementales résolues, le système des cantines scolaires a subi une profonde transformation. La mise en œuvre d'un programme de financement de 79 millions USD a non seulement permis d'augmenter la couverture de 30 % à 75 % aujourd'hui, mais a également fixé l'objectif ambitieux d'atteindre une couverture de 100 % d'ici la fin de 2023.

L'engagement en faveur de cet objectif va au-delà de la volonté politique du gouvernement ; les communautés sont activement engagées. Les efforts de plaidoyer, soutenus par la mobilisation des communautés, sont déterminants pour obtenir les fonds nécessaires. Trois solides mécanismes de suivi et d'évaluation au niveau de la présidence, du ministère de l'éducation et des partenaires extérieurs garantissent l'efficacité du programme. Le succès du programme d'alimentation scolaire dépend de la priorité politique qui lui est accordée, de l'établissement d'alliances stratégiques avec des partenaires disposant d'une grande expertise en matière de mise en œuvre, comme le Programme alimentaire mondial (PAM), et de la mise en œuvre d'un plan de diversification basé sur la disponibilité régionale d'aliments locaux.



Le programme **Nigérian** d'alimentation scolaire, mis en place à partir de 2022, est un exemple de réussite. Le programme d'alimentation scolaire est le plus important de la région et bénéficie à un nombre impressionnant de 10 millions d'écoliers et d'adolescents dans 57 000 écoles primaires publiques à travers le pays. Il fait appel à plus de 117 000 agrégateurs et petits exploitants agricoles et fournit de l'emploi à 127 000 cuisiniers. En 2023, la création de l'Agence nationale du programme d'investissement social et l'adoption de la première politique nationale d'ASPL ont fourni le soutien juridique nécessaire à un financement durable par le biais de crédits directs du budget national. Le gouvernement fédéral s'est pleinement approprié le programme en le finançant entièrement. Des plans sont en cours pour étendre la portée du programme à 15 millions d'enfants et d'adolescents et inclure ceux qui vivent dans des contextes humanitaires. Le gouvernement est désireux d'investir davantage et d'explorer des collaborations avec les gouvernements des États, afin d'étendre éventuellement le soutien aux enfants et adolescents scolarisés dans les classes des niveaux 4 à 6 de l'école primaire.



La **Sierra Leone** fait preuve d'une collaboration efficace dans le cadre de son programme d'ASPL. Le gouvernement s'associe à CRS pour gérer le financement établi par le gouvernement. La Banque mondiale a fourni des fonds au gouvernement, permettant au PAM de mener ses opérations dans le pays. Les écoles reçoivent notamment une aide financière directe pour l'achat de produits frais. Le programme est fermement intégré dans le portefeuille budgétaire du gouvernement, qui soutient 70 % des écoles du pays. En outre, des initiatives complémentaires, telles que les programmes WASH, renforcent l'impact des efforts d'alimentation scolaire. L'approche de la Sierra Leone met l'accent sur la sensibilité au climat, en insistant sur les pratiques visant à réduire la consommation de bois de chauffage. L'implication active des communautés souligne encore davantage le succès des activités d'alimentation scolaire.

Données/outils et systèmes



Au **Ghana**, le Programme d'alimentation scolaire du Ghana (GSFP) a franchi une étape remarquable en collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial des Nations unies (PAM). Le PAM a fourni au GSFP 300 tablettes équipées des logiciels Tableau et ONA, ouvrant ainsi une ère de transformation dans le domaine de l'alimentation scolaire. Ce projet pilote couvre 260 écoles dans les 16 régions du pays et permet un suivi en temps réel de la fréquentation scolaire et de l'alimentation. Les tablettes, équipées d'outils de données visuelles, offrent une capacité sans précédent de comprendre et d'utiliser les données rapidement, favorisant une prise de décision rapide. La collecte de données hors ligne facilite la collecte de données dans tous les domaines couverts. Au-delà de la technologie, le soutien du PAM comprend la formation du personnel clé. Cet effort de collaboration témoigne d'un engagement à améliorer la qualité et la portée des programmes d'alimentation scolaire, dont bénéficieront en fin de compte environ 4 millions de bénéficiaires dans 11 000 écoles au Ghana.



La **Guinée-Bissau** montre la voie à suivre pour moderniser les opérations d'alimentation scolaire grâce au programme innovant School Connect, une application web du PAM qui a amélioré le processus. Le personnel des écoles peut désormais enregistrer efficacement la présence des élèves, la consommation des repas et les stocks de nourriture à l'aide de smartphones ou de tablettes. Ces données collectées sont facilement accessibles grâce à un tableau de bord en temps réel, particulièrement utile pour le suivi des écoles situées dans des zones reculées. L'adoption de School Connect par la Guinée-Bissau est un exemple pionnier, puisqu'elle a été l'un des premiers pays à tester l'application. Le programme a lancé un projet pilote réussi en mai 2022, englobant 47 écoles dans la région de Biombo, puis étendu à 33 écoles dans la région d'Oio en août 2022. Cette initiative souligne l'engagement du pays à améliorer les opérations d'alimentation scolaire et à renforcer la qualité globale du programme.



L'engagement du **Togo** à améliorer ses programmes d'alimentation scolaire et de santé est souligné par l'adoption de l'évaluation SABER (System Approach for Better Education), qui a conduit à des améliorations significatives dans la conception des programmes, la législation et les normes. Reconnaisant la nature multidimensionnelle de la santé des enfants, le Togo a été l'un des premiers pays à piloter l'outil HEALTHY-SABER de la Banque mondiale et du PAM, qui englobe les composantes de la santé, de l'alimentation, de l'hygiène et de l'assainissement, leur permettant d'évaluer les politiques, les institutions et les programmes nationaux tout en fournissant des données précieuses pour la prise de décision. Dans le domaine de la santé scolaire, le Togo offre divers services de soins, mais des systèmes formels et des politiques spécifiques doivent encore être mis en place. Dans le contexte de l'alimentation scolaire, une longue histoire de collaboration avec les organisations internationales et l'engagement du gouvernement ont abouti à une loi spécifique adoptée en 2020 et confiant la gestion à l'Agence nationale d'appui au développement (ANADEB), bénéficiant à environ 90 000 enfants et adolescents scolarisés dans 335 écoles primaires publiques.

Genre et autonomisation des femmes



La **Gambie** fait preuve de pratiques positives en matière d'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire. Ces réalisations comprennent une amélioration notable du ratio filles-garçons dans la participation scolaire, une augmentation des taux d'achèvement pour les filles et une réduction significative des mariages précoces. L'engagement actif des organisations d'agricultrices dans les initiatives locales d'alimentation scolaire a été déterminant. En 2019, la Gambie a créé le ministère de l'égalité des sexes, qui joue un rôle essentiel dans la sensibilisation à la contribution cruciale des femmes au développement du pays. En outre, la résilience des femmes face aux défis posés par le changement climatique s'est remarquablement améliorée, ce qui souligne l'engagement de la Gambie à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.



La **Guinée** a fait des progrès significatifs dans la promotion de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes. Avec le soutien de ses partenaires, le pays a mis en place des cantines scolaires qui non seulement privilégient l'achat de produits locaux, mais offrent également des subventions aux petits exploitants. De plus, ces cantines fournissent des rations sèches aux filles, une intervention cruciale qui encourage la poursuite de leur éducation et réduit l'incidence des mariages précoces. En outre, le Centre d'apprentissage autonome et d'entrepreneuriat féminin (CAEF) de Guinée constitue une structure de soutien essentielle, qui permet aux jeunes filles qui ont quitté l'école, aux filles-mères et aux femmes d'acquérir des compétences professionnelles précieuses pour une meilleure intégration socio-économique. La Guinée collabore également avec des partenaires techniques et financiers pour faciliter l'accès des femmes à la terre et aux ressources financières, et leur offrir des possibilités de formation essentielles, renforçant ainsi son engagement en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes.



Les réalisations du **Liberia** comprennent le renforcement des capacités pour professionnaliser les entreprises, l'amplification de la production et des ventes, la fourniture de matériel et d'infrastructures essentiels pour les entreprises agricoles, le renforcement des associations villageoises d'épargne et de prêt (VSLA) pour permettre aux femmes d'accroître leurs investissements, et l'amélioration de la capacité de ces associations. Les efforts soutenus du Liberia soulignent son engagement à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

La nutrition



Au **Mali**, le programme d'alimentation scolaire transforme les communautés et promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Grâce au soutien local, il garantit que les écoliers et les adolescents reçoivent des repas nutritifs, réduit le fardeau financier des familles vulnérables et soutient les économies locales. L'approche innovante du programme, selon laquelle les comités de gestion des écoles achètent de la nourriture sur les marchés locaux, permet non seulement d'améliorer les résultats scolaires et la santé des enfants, mais aussi de stimuler la production agricole et l'économie. En outre, l'initiative renforce l'autonomie des femmes, comme en témoignent les efforts de coopération des coopératives de femmes de Wellekama et de Gbarwaken. Cette approche à multiples facettes illustre l'engagement du Mali à investir dans son capital humain, même face à des défis complexes, afin de permettre aux générations futures de réaliser leur potentiel.



Le **Sénégal** a fait preuve d'une excellente pratique dans le cadre de son programme d'alimentation scolaire, dont ont bénéficié plus de 156 000 écoliers et adolescents au cours de l'année scolaire 2017-2018. Le programme fournit des repas chauds quotidiens en semaine, avec un rôle crucial joué par les cuisinières communautaires, souvent des mères d'élèves, qui se portent volontaires pour acheter des produits alimentaires supplémentaires. L'introduction de l'application Nutrifami a notamment changé la donne. Cet outil convivial et adapté à l'alphabétisation, initialement mis en place en Colombie, éduque les communautés vulnérables à des habitudes alimentaires saines et à de bonnes pratiques d'hygiène. Le succès du Sénégal dans l'utilisation de Nutrifami a non seulement amélioré les connaissances et les compétences des cuisiniers, mais a également ouvert de nouvelles opportunités pour ces personnes, améliorant leurs moyens de subsistance et garantissant la durabilité du programme. L'innovation et l'impact de cette initiative soulignent l'engagement du Sénégal à favoriser le bien-être et les perspectives d'éducation de ses écoliers et adolescents.

Coordination et gouvernance



L'initiative présidentielle du **Burkina Faso**, "Assurer à chaque enfant d'âge scolaire au moins un repas équilibré par jour", représente un modèle exemplaire de collaboration et de gouvernance. L'engagement résolu de l'État dans ce programme multisectoriel de protection sociale est renforcé par des rôles bien définis pour les différents acteurs, des autorités locales à la société civile, en passant par les partenaires techniques et financiers. Des structures de gouvernance clés, notamment le Secrétariat permanent, le Conseil d'orientation stratégique et le Cadre de concertation technique, assurent une coordination et une mise en œuvre efficaces. L'initiative met particulièrement l'accent sur la gouvernance des cantines scolaires, en favorisant une plus grande implication de l'État et en renforçant le rôle des autorités locales et des communautés. Elle permet notamment de renforcer les ressources financières destinées à l'éducation, de créer des emplois et d'améliorer le revenu des ménages, tout en favorisant la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la santé des élèves. Des partenariats avec des organisations telles que le PAM, CRS, Educo et l'UNICEF soutiennent la mise en œuvre du programme, la mobilisation de ressources financières cruciales restant un défi majeur. L'initiative présidentielle du Burkina Faso est un exemple éclatant des efforts collectifs déployés pour assurer la sécurité alimentaire et une éducation de qualité aux enfants d'âge scolaire.



L'approche exemplaire du **Cap-Vert** en matière de collaboration et de gouvernance dans le cadre du programme d'ASPL se caractérise par une combinaison de financement public et de participation communautaire, étayée par l'obligation légale d'allouer 25 % du budget du programme à des achats locaux. Ce modèle permet de lutter efficacement contre la pauvreté, en particulier dans les zones rurales, et de réduire l'insécurité. Le pays a cultivé des partenariats fructueux avec des organisations internationales et nationales, telles que la Coopération luxembourgeoise, qui fournissent un soutien technique, un financement, des denrées alimentaires et une formation professionnelle, garantissant ainsi l'impact et la durabilité du programme. Au niveau local, la collaboration du Cap-Vert avec des associations agricoles de femmes renforce son engagement en faveur de l'économie locale et de la production nationale en approvisionnant les écoles en produits locaux. Cette approche globale constitue une norme élevée pour une gouvernance et une collaboration efficace dans le cadre du programme d'ASPL.



Le programme d'alimentation scolaire de la **Côte d'Ivoire** présente un modèle de gouvernance et de collaboration solide, caractérisé par un leadership fort du ministère de l'Éducation et de l'Alphabétisation, qui fournit des lignes directrices et une supervision claires. Le programme s'appuie sur une coordination étendue, impliquant différents ministères et formant des partenariats locaux pour l'éducation. Le succès du programme est étayé par un engagement en faveur d'une prise de décision fondée sur des données probantes, comme l'illustre l'étude sur les coûts et avantages de l'alimentation scolaire, qui détermine l'orientation future du programme et attire un financement substantiel. Cette approche holistique et fondée sur des données garantit non seulement l'efficacité du programme, mais aussi les ressources nécessaires à sa croissance et à son impact durable.

Priorités et plans d'actions émergents



Financement : Les participants ont souligné l'importance de garantir un financement gouvernemental à long terme pour les programmes d'ASPL. Il s'agit notamment d'instituer des politiques avec des allocations budgétaires dans des secteurs clés tels que l'éducation, l'agriculture, la santé, l'égalité des sexes et la protection sociale, afin de mettre en évidence le retour sur investissement.

Figure 14 : Les avantages économiques des repas scolaires respectueux de l'environnement



Données/outils et systèmes : Les gouvernements ont souligné la nécessité de donner la priorité à l'adoption de systèmes de collecte de données modernes, en ligne et numériques. Ils ont souligné la nécessité d'un financement adéquat et d'un renforcement des capacités du personnel gouvernemental chargé de la collecte des données, ce qui est essentiel pour garantir la qualité et l'exactitude des données. Il est également crucial de désagréger les données par sexe afin d'obtenir des informations approfondies sur les besoins spécifiques, les acteurs clés et les disparités entre les sexes, et d'informer ainsi les programmes de transformation qui promeuvent l'égalité entre les sexes. Simultanément, il a souligné la nécessité de disposer de données de recherche locales pour documenter ce qui fonctionne et mettre en évidence les avantages du modèle d'ASPL. En outre, l'amélioration et l'institutionnalisation de la disponibilité des données pour les programmes nationaux d'alimentation scolaire, y compris la création d'une base de données publique accessible, ont été soulignées pour le suivi, les rapports et la prise de décision éclairée dans ce domaine vital.

Autonomisation des femmes : Selon les délégués, pour renforcer l'autonomie des femmes dans les communautés rurales et leur influence dans la prise de décision, il faut démanteler les barrières liées au financement, à l'alphabétisation, aux normes sociétales et aux stéréotypes. En facilitant l'accès des femmes à des connaissances, des formations et des outils adaptés, nous pouvons renforcer leur rôle vital tout au long de la chaîne de valeur du système alimentaire.

La nutrition: Les gouvernements doivent veiller à ce que des aliments nutritifs, sûrs, de qualité et abordables soient disponibles. La conférence a souligné l'importance de la diversité alimentaire, y compris des aliments locaux sains, et de la fourniture de repas scolaires nutritifs aux écoliers .

Capital humain : Selon la Banque mondiale, l'indice du capital humain de l'Afrique (40 %) montre que la région perd près de 60 % de son potentiel de productivité. Une mauvaise alimentation et une mauvaise santé font partie des facteurs clés. Pour des millions d'enfants, manquer des repas scolaires signifie également manquer des vaccinations, des suppléments nutritionnels, des apprentissages et des interactions humaines. Les gouvernements ont reconnu le rôle important que jouent les repas scolaires dans l'ensemble des interventions en matière de santé et de développement du capital humain .

Appel à l'action à l'échelle de la CEDEAO



- **La CEDEAO doit soutenir la Coalition pour l’Alimentation Scolaire** : en signant la déclaration de soutien et en encourageant le Ghana, le Cap-Vert et la Guinée-Bissau à la rejoindre dès que possible.
- **Documenter les meilleures pratiques et promouvoir les échanges de connaissances** : La CEDEAO, en collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et des partenaires clés tels que Consortium de Recherche pour la Santé et la Nutrition en Milieu Scolaire de la Coalition pour l’Alimentation Scolaire et le CERFAM, devrait mener des efforts pour soutenir les pays membres dans la documentation complète des meilleures pratiques en matière d’ASPL, couplée à la promotion de visites d’apprentissage entre les pays. Cette initiative doit également identifier une plateforme appropriée pour conserver et diffuser ces meilleures pratiques documentées. L’objectif final est de créer une plateforme de partage des connaissances qui favorise l’adoption de stratégies efficaces en matière ASPL dans toute la région.
- **Comblent les lacunes en matière d’alimentation scolaire basée sur la production locale** : La CEDEAO et le PAM devraient prendre l’initiative de coordonner la recherche régionale de la CEDEAO et les activités de production de preuves, en collaborant avec des partenaires tels que le Consortium de Recherche pour la Santé et la Nutrition en Milieu Scolaire de la Coalition pour l’Alimentation Scolaire, qui a déjà noué des partenariats avec des universitaires et des praticiens dans de nombreux pays de la CEDEAO et qui facilite l’accès à des données probantes sur l’ASPL au niveau mondial. Il est également important de travailler avec les institutions financières internationales (IFI), l’Initiative des données et du suivi, les universités de la région, et d’autres partenaires. L’un des principaux objectifs devrait être l’identification d’indicateurs clés essentiels pour évaluer l’impact de l’ASPL sur la nutrition, l’autonomisation des femmes dans les systèmes alimentaires, l’économie locale et la résilience climatique. En harmonisant ces efforts, les lacunes critiques en matière de connaissances sur l’ASPL seront comblées et sa mise en œuvre affinée.
- **Financement durable de l’alimentation scolaire basée sur la production locale** : La CEDEAO et le PAM devraient convoquer et faciliter une collaboration active entre les IFI, l’initiative de financement durable de la Coalition pour l’Alimentation Scolaire et d’autres parties prenantes, y compris le secteur privé. L’objectif collectif devrait être de développer des modèles de financement innovants et mixtes adaptés pour répondre aux défis de financement auxquels sont confrontés les pays membres dans la mise en œuvre des programmes d’ASPL. En garantissant des options de financement durables, nous assurerons le succès à long terme et l’extension des initiatives ASPL dans l’espace CEDEAO.
- **La réunion ministérielle de 2024 et une autre conférence technique** : En 2024, la CEDEAO, le PAM et les partenaires stratégiques doivent organiser une conférence de suivi avec un ensemble d’objectifs clairs :
 - **Des engagements forts des États membres de la CEDEAO** : La Conférence ministérielle vise à mettre en évidence les engagements des États membres de la CEDEAO en matière d’alimentation scolaire, afin de développer et d’investir dans des programmes accessibles à tous les enfants et adolescents de la région, ce qui contribuera au développement du capital humain, à l’autonomisation des femmes et à la croissance économique.
 - **Leadership et vision** : La conférence ministérielle vise à souligner l’importance des programmes d’ASPL pour transformer des vies et promouvoir des normes alimentaires saines, en présentant une vision régionale et des engagements nationaux basés sur les discussions de la conférence technique de 2023.
 - **Engagements des partenaires** : Un autre objectif clé est de démontrer et d’obtenir des engagements supplémentaires de la part des partenaires, y compris des institutions financières internationales, afin d’aider les gouvernements à remplir leurs obligations en matière d’éducation, de systèmes alimentaires, d’autonomisation des femmes, de changement climatique et de développement économique. Ces partenariats sont essentiels pour atteindre les objectifs collectifs de la région.
 - **Cadre politique** : La conférence produira un plan d’action politique clair, axé sur l’amélioration de la qualité et de l’efficacité des programmes d’ASPL. Ce programme orientera la mise en œuvre de la politique de la région afin de garantir des résultats et un impact positif.
 - **Positionnement sur l’agenda de l’ensemble de l’Afrique** : Placer l’alimentation et l’ASPL au premier plan de l’ordre du jour de l’Afrique, en abordant des questions clés telles que la paix, la cohésion sociale et le développement économique. S’appuyer sur des initiatives antérieures telles que la conférence technique 2023 du ASPL de la CEDEAO, la réunion ministérielle de la Coalition pour l’Alimentation Scolaire à Paris et l’engagement auprès de la COP28, pour maintenir le leadership régional sur le sujet .

La Conférence technique régionale de la CEDEAO sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale, qui s'est tenue à Dakar en octobre 2023, a représenté une étape importante dans la réalisation du potentiel de transformation de l'ASPL dans les États membres de la CEDEAO. L'engagement des gouvernements, des partenaires et des parties prenantes, tel qu'il a été souligné lors de la conférence, met en évidence le rôle essentiel de ce programme dans la promotion du développement du capital humain, de l'autonomisation des femmes et de la croissance économique dans la région.

Les priorités identifiées et le développement de plans d'action nationaux en matière de financement, de systèmes de données, d'autonomisation des femmes et de nutrition constituent une feuille de route claire pour l'avancement des programmes d'ASPL. En outre, la collaboration à l'échelle de la CEDEAO et l'engagement pour une réunion ministérielle en 2024 soulignent une forte détermination collective à conduire un changement positif, à positionner l'ASPL de manière prééminente dans les agendas régionaux et africains et à maintenir le leadership régional.

En fin de compte, le succès des programmes d'ASPL dans la CEDEAO dépend des efforts conjoints de toutes les parties prenantes pour faire progresser le développement du capital humain dans la région et créer un avenir meilleur pour la région à travers l'éducation, la nutrition et l'autonomisation des femmes.



Références

- Figure 1-4 page 10 : Rapport du PAM sur l'état de l'alimentation scolaire dans le monde en 2022, avec l'appui des données de l'enquête GCNF
- Figure 5-7 page 11 : Rapport du PAM sur l'état de l'alimentation scolaire dans le monde en 2022, avec l'appui des données de l'enquête GCNF
- Figure 8-9 page 12 : Rapport du PAM sur l'état de l'alimentation scolaire dans le monde en 2022, avec l'appui des données de l'enquête GCNF
- Figure 10-11 page 13 : Image Source: Shutterstock.com
- Figure 12 page 23 : The Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition 2023

Crédits photographiques

- Photo en couverture : WFP/Richard Mbouet
- Table of Contents photo : WFP/Michael Duff
- Photo page 6 : WFP/Virgo Edgar Ngarbaroum
- Photo page 8 : WFP/Derrick Botchway
- Photo page 15 : WFP/Cheikh
- Photo page 23 : WFP/Evelyn Fey
- Photo page 26 : WFP/Michael Duff



En collaboration avec

